Nº de Compte

1984

6 Juillet

Contrat de Mariage entre Monsieur Chomas et Madmoiselle Sodillon.

J. BACHELEZ D. ANGENIEUX D. GILLES P. CEYRAC

NOTAIRES ASSOCIÉS

Société titulaire d'un Office Notarial

3, Rue de Turbigo, PARIS 1er

DAGITS DE TIMBRE
PAVÉS SUR ÉTAT
Autorisation du 30-3-73
N°: 4202

44168

PARDEVANT Me Paul CETRAC soussigné ,Notaire associé de la Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de Paris et dénommée " Jean BACHELEZ -Daniel ANGENIEUX -Daniel GILLES et Paul CETRAC notaires associés " dont le siège est à PARIS (Premier arrondissement) 3 rue de Turbigo :

ONT COMPARU

Monsieur Bric Michel Jean Antoine Fernand THOMAS, Attaché de Direction, demeurant à PARIS (Quinzième arrondissement) 269 rue Lecourbe, célibataire

Né à ISSI-les-MOULINEAUX (Hauts de Seine) le vingt-six Octobre mil neuf cent cinquante-quatre de nationalité Française

Stipulant pour lui et en son non parsonall

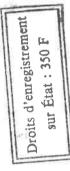
DOUNE PART

D'AUTRE PARTI

Et Mademoiselle Marie-Christine Renée Henriette GODILLON, Secrétaire médicale, demeurant à PARIS (Huitlème arrondissement) 74 rue du Rocher, célibataire.

Née à NEULLI-sur-SEINE (Hauts de Seine) le vingt-huit décembre mil neuf cent cinquante-sir, de nationalité Française.

Stipulant pour elle et en son nom personnel.





LESQUEIS, en vue du mariage projeté entre eux et dont la célébration doit avoir lieu prochainement à la Mairie du Huitième arrendissement de la Ville de PARIS, --- en ont arrêté les clauses et conditions civiles de la manière suivante :

-ARTICLE PREMIER -

-REGIME-

Les futurs époux déclarent adopter le Régime de la Séparation de Biens , tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du Code Civil.

-ARTICLE DEUXIEME-

-PRESOMPTION DE PROPRIETE-

A défaut de preuve légale contraire s

Ient-les effets ,bijoux, fourrures et objets à l'usage person nel de l'un ou de l'autre des époux , seront présumés appartenir à celui d'entre eux à l'usage personnel ou plus particulier duquel la nature de ces biens indiquera qu'ils doivent servir!

Chacun des époux restera cependant propriétaire des bijoux de famille possédés par lui avent le mariage ou recueillis à titre gratuit durant le mariage, même si ces bijoux sont à l'usage personnel de son conjoint.

<u>2ent-</u> les meubles meublants et objets mobiliers qui garniront les locaux servant à l'habitation des époux, tant à titre de résidence principale que secondaire, seront présumés dépendre d'une société d'acquêts que les époux seront considérés avoir créée entre eux, dont à titre de convention de mariage, conformément à l'article 1520 du Code Civil, la totalité appartiendra au survivant des époux en cas de dissolution du mariage par décès, ou par moitié à chacun des époux, en cas de dissolution du mariage autrement que par le décès.

Chaque époux sera cependant propriétaire de la vaisselle ou de l'argenterie à son chiffre ou à celui de sa famille!

Jent- les valeurs au porteur et deniers comptants trouvés dans les lieux occupés par les époux , seront présumés dépendre de la Société d'acquets dont il a été ci-dessus parlé.

Il est spécifié que cette société d'acquets ne comprendra que les objets mobiliers valeurs au porteur et deniers comptants qui se trouveraient au domicile des époux et sur lesquels aucun d'eux ne pourra justifier d'un droit de propriété.

-ARTICLE TROISIEME-

-CHARGES DU MARIACE -

Chacun des époux sera reputé s'être acquitté, jour par jour de sa part contributive aux charges du mariage.



-ARTICLE QUATRIENE-

-FACULTE D *ACQUISITION OU D. ATTRIBUTION-

En cas de dissolution du mariage par décès et dans ce cas seulement, le survivant des époux aura la faculté d'acquérir ou le cas échéant, de se faire attribuer dans le partage de la succession du prémourant, pour autant que ce dernier n'en aura pas disposé autrement, les biens et droits ciaprès indiqués, lui appartenant à titre personnel.

I'- C'est-à-dire ceux assurant sa résidence principale et secondaire

20- Les meubles meublants et objets mobiliers qui garmiront les locaux servant à 1° habitation des époux , tant à titre de résidence principale que secondaire , ainsi que tout véhicule à 1'usage personnel de l'un des époux;

-ARTICLE CINQUIEME-

-CONDITIONS D'EXERCICE DE LA FACULTE D' ACQUISITION OU d' ATTRIBUTION-

Les biens et droits ainsi conservés par l'époux survivant seront estimés d'après leur valeur au jour où sera exercée la faculté à lui Éservée.

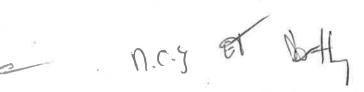
Le survivant imputera sur ses droits dans la succession du prémourant, la valeur établie ainsi éterminée des biens pour lesquels il aura exercé sa faculté d'acquisition ou d'attribution et il sera débiteur ès intérêts au taux légal alors en vigueur à compter du jour où il aura exercé la faculté à lui éservée, sur la soulte dont il sera débiteur après attribution et sur le prix des biens acquis jusqu'au jour du paiement effectifié

Pour se libérer des soultes ou du prix qu'il pourra devoir eux héritiers du prédécédé, l'époux survivant aura un délai de trois années à compter du partage amiable ou judiciaire pour faire le paiement par tiers chaque année avec intérêts payables en même temps que chaque fraction du capital!

En garantie des sommes qui leur seront éventuellement dues les héritiers de l'époux prédécédé pour ont exiger de l'époux survivant la constitution à ses frais, d'une sureté réelle!

les sommes dues par l'époux survivant aux héritiers de l'époux prédécédé, deviendrent immédiatement et de plein droit exigibles en cas d'alienation à titre onéreux ou gratuit des biens acquis ou attribués, ou s'il décède lui-même avant son entière libération.

Le faculté d'acquisition ou d'attribution stipulée à l'article "Quatrième "ci-dessus ne pourra pas être exercée si le décès se produit au cours d'une instance en divorce ou de séparation de corps postérieurement à la date de l'ordonnance de non-conciliation."



ARTICLE SIXIEKE-

-HYPOTHEQUE LEGALE AU PROFIT DE LA FUTURE EPOUSE -

De conventionerpresse ,le future épouse aura la faculté d'inscrire son hypothèque légale , sans intervention de justice ,pour les causes énoncées à l'article 2:135 du Code Civil. Me factif de la code Civil.

TELLES SOM LES CONVENTIONS DES PARTIES ARRETEES ENTRE ELLES

Avant de clare, le Notaire associé soussigné a donné lecture aux parties qui le reconnaissent, des articles 2135 à 2141 du Code Civil et leur a délivré le certificat prescrit par l'article 1394 du même Code pour être remis à l'Officier de l'Etat-Civil avant la célébration du mariage, ainsi qu'il les en a averties.

DONT ACTE établi sur quatre pages

Fait et passé à PARIS (Premier arrondissement) 3 rue de Turbigo en l'Office Notarial sus visé.

L' AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT-QUATRE

Le Six JuiceET

not mil 11/16

Et après lecture faite les parties toutes présentes simultanément ont signé avec le Notaire associé soussignés

Lite & C Desholer

N.C.G.

n c. godiec

-

Apolillor